Éditorial

La vaccination en péril ?

Alain Fischer

► La vaccination constitue sans doute la plus grande avancée de l'histoire de la médecine [1, 2]. Un concept en son temps révolutionnaire, ses premiers résultats acquis, alors même que le système immunitaire restait une *terra incognita*, la vaccination continue à se développer en s'appuyant sur les avancées les plus solides de l'immunologie. L'éradication de la variole, la disparition dans notre pays de la diphtérie et de la poliomyélite, le recul de la coqueluche, de la rougeole et des méningites bactériennes en représentent les succès les plus évidents. Pourtant, l'application de la vaccination en France souffre. Notre pays, s'il existait un classement « Pisa » de la vaccination, y serait bien mal classé [3]. En témoignent, entre autres, une couverture insuffisante de vaccination contre la rougeole (77 % de couverture pour la seconde dose, là où il faudrait 95 %), responsable d'une résurgence de celle-ci, l'échec relatif de la mise en place du vaccin contre le méningocoque C (70 % de couverture à l'âge de 2 ans) et l'échec quasi complet de celle du vaccin contre les virus du papillome humain (HPV, pour *human papilloma virus*) (14 % de couverture en 2015) [4] (→).

(→) Voir le Forum de I. Heard et D. Floret, *m/s* n° 12, décembre 2013, page 1161

Cet échec reflète une défiance croissante à l'égard de la vaccination au sein de la population et des professionnels de santé, défiance alimentée par une diffusion dans les réseaux sociaux d'opinions hostiles et non fondées, reprises par certains médias. Elle est responsable d'une attitude d'hésitation. Le concept de « post-vérité », où analyse scientifique et opinion font l'objet d'une égale considération, s'applique bien à la vaccination (« une minute pour les pro, une minute pour les anti » !). Le contexte, marqué par des scandales dans le domaine de la santé et par l'absence de réponse à la diffusion des fausses nouvelles, rend probablement compte de la relative importance de ce phénomène en France.

Ces signaux d'alarme ont conduit la ministre des Affaires sociales et de la Santé à proposer une concertation citoyenne sur ce thème en 2016, une approche audacieuse mais noble, qui permette à nos concitoyens de s'approprier les conclusions obtenues. Usagers de la santé, professionnels de la santé non spécialistes et experts y ont activement contribué. Ce travail a, bien sûr, fait apparaître la diversité des opinions, mais un consensus s'est vite dégagé sur la réaffirmation du caractère indispensable de la vaccination et sur la nécessité de la promouvoir par une action forte [5-7] (→).

(→) Voir la Perspective de D. Floret, *m/s* n° 12, décembre 2010, page 1087, et les Synthèses de T. Hanslik et P.Y. Boëlle, et de D. Lévy-Bruhl, *m/s* n° 4, avril 2007, pages 391 et 404.

C'est donc un tel programme, destiné à la fois à rétablir la confiance en la vaccination et à augmenter rapidement la couverture vaccinale, qui est proposé [8]. Les propositions se regroupent en cinq axes, mis en œuvre au sein d'un programme national, qui nous paraissent seuls en mesure de répondre aux menaces pesant sur la vaccination et donc sur la santé de la population. Les mesures principales concernent :

1. Un accès pour les citoyens et les professionnels de santé à une information indiscutable sur tous les aspects de la vaccination à partir d'un site internet connu et attractif, en garantissant la transparence de cette information. Cet effort doit s'accompagner de campagnes de communication, telles que celles que nous avons connues pour la sécurité routière.
2. Un engagement soutenu de formation et d'éducation, notamment, en redonnant à l'école sa place de lieu d'information sur la vaccination et la rétablir comme endroit où l'on vaccine.
3. La facilitation de l'acte vaccinal. Celui-ci doit pouvoir être réalisé dans tous les lieux de rencontre entre la population et les structures de santé, en faisant en sorte que tous les acteurs (médecins, pharmaciens, sages-femmes et infirmiers) puissent vacciner (c'est déjà - mais très insuffisamment - le cas, y compris pour les sages-femmes - ce dernier acteur étant très important pour la protection des nourrissons contre la coqueluche). Il doit s'accompagner de la généralisation du carnet de santé électronique. La disponibilité des vaccins et la maîtrise de leurs coûts doivent faire l'objet d'une attention particulière des pouvoirs publics.
4. Le développement de la recherche sur la vaccination, tant les perspectives de nouveaux vaccins sont prometteuses. La recherche interventionnelle sur les modalités sociales de la vaccination est un autre volet à promouvoir.
5. La modification du statut juridique de la vaccination. À ce jour, sous le poids de l'histoire, seuls trois vaccins sont obligatoires (diphtérie, tétanos et poliomyélite), les autres simplement recommandés. Cette situation non scientifiquement justifiée est exploitée par les adversaires de la vaccination pour

réclamer une vaccination sélective, « à la carte ». Le statut actuel ne peut donc persister. Lever l'obligation et recommander l'ensemble des vaccins du calendrier vaccinal est une option. Elle implique une prise de conscience et une responsabilisation des citoyens et des acteurs de santé, dont malheureusement beaucoup d'indicateurs montrent l'insuffisance. Les actions autour de l'information, de l'éducation et de la communication, si elles sont menées avec force et ténacité, devraient à terme permettre d'atteindre cet objectif. Dans l'attente, la seule solution consiste à élargir temporairement l'obligation à l'ensemble du calendrier vaccinal de l'enfant. C'est là, donner un signal fort face à une situation préoccupante. Une clause d'exemption, comme pratiquée dans certains États des États-Unis, est envisageable, à condition que son utilisation reste limitée et ne compromette pas l'objectif de protection collective de la population. La prise en charge intégrale par la collectivité du coût de la vaccination (un surcoût d'environ 150 millions d'euros/an) devrait aussi contribuer à améliorer la couverture vaccinale (notamment contre HPV) et apparaître comme un juste accompagnement de l'obligation.

Ces propositions ont reçu un très large soutien de nombreux acteurs de santé et d'associations qui en demandent l'application immédiate [9]. Elles sont aujourd'hui sur la table de la ministre des Affaires sociales et de la Santé et des acteurs du monde politique. Leur engagement déterminé est attendu pour que, enfin, soit prise en compte la menace qui pèse sur un pilier de la santé publique et qu'il y soit remédié. ♦

The vaccination in danger?

LIENS D'INTÉRÊT

L'auteur déclare n'avoir aucun lien d'intérêt concernant les données publiées dans cet article.

A. Fischer
Collège de France
Institut Imagine-Inserm
Hôpital Necker-Enfants Malades
149, rue de Sèvres
75015 Paris, France.
alain.fischer@aphp.fr

RÉFÉRENCES

1. Sansonetti P. *Vaccins*. Paris : Odile Jacob, 2017.
2. van Wijhe M, McDonald SA, de Melker HE, et al. Effect of vaccination programmes on mortality burden among children and young adults in the Netherlands during the 20th century: a historical analysis. *Lancet Infect Dis* 2016 ; 16 : 592-8.
3. Larson HJ, de Figueiredo, A., Xiaohong, Z, et al. The state of vaccine confidence 2016: global insights through a 67-country survey. *EBioMedicine* 2016 ; 12 : 295-301.
4. Heard I, Floret D. Vaccins contre les papillomavirus humains (HPV) : dernières recommandations du Haut conseil de la santé publique, et premiers résultats cliniques et virologiques *Med Sci (Paris)* 2013 ; 29 : 1161-6.
5. Floret D. Les résistances à la vaccination. *Med Sci (Paris)* 2010 ; 26 : 1087-93.
6. Hanslik T, Boëlle PY. L'évaluation du rapport risque/bénéfice des stratégies de vaccination. *Med Sci (Paris)* 2007 ; 23 : 391-8.
7. Lévy-Bruhl D. Bases des recommandations vaccinales. *Med Sci (Paris)* 2007 ; 23 : 404-8.
8. Rapport sur la vaccination. *Comité d'orientation de la concertation citoyenne sur la vaccination*, 30 novembre 2016 (<http://concertation-vaccination.fr>).
9. Communiqué de presse. 27 sociétés médicales demandent la mise en place immédiate des recommandations de la concertation citoyenne sur la vaccination. 20 décembre 2016 (<http://concertation-vaccination.fr/>).

TIRÉS À PART

A. Fischer

June 20-24, 2017

« Lifelong course of diseases of the child's nervous system »

12th
EPNS CONGRESS
Lyon • France • 2017

October 1st, 2016 : Opening call for abstracts
December 1st 2016 : Registration and Accommodation booking opens
January 15th, 2017 : deadline for abstract submission